L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

Bureaux : 72 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLÉANS.

JEUDI, 2 FEVRIER 1888.

PETITES ANNONCES.

A. B. Philips, notaire, 5 Coml. Place, peut prêter sur hypothèque de $60 à $80,000.
29 déc—tin

PERDU.

PERDU—Un CHIEN de chasse blanc et noir. Trois récompenses libérale à la personne qui le ramènera au No 337, rue de l'Esplanade.
1er fév—3f

DEMANDES D'EMPLOI.

UN Français donnera des leçons de français, espagnol et italien ou se rendra à domicile. S'adresser à la poste restante, N. O.
1er fév—1eom

UN Français qui a habité Cuba deux ans désirerait emploi dans l'agriculture. Ecrire à M. Paul, poste restante, N. O.
1er fév—1eom

UN Professeur, nouvellement arrivé et n'ayant encore aucune occupation, offre ses services en cette qualité à une famille ou à une institution, en ville ou à la campagne. Il enseignera français, l'anglais, l'espagnol, etc. Il ne demande pour toute rémunération que le logement et la table. S'adresser par lettres aux initiales O. U., bureau de l'ABEILLE.
20 déc—

DEMANDES.

ON demande—Un garçon stable et honnête pour travailler dans une confiserie, 147 Canal, près Bourbon.
2 fév—

ON demande un vigneron pour aller à la campagne. S'adresser de 7 à 8 heures, rue Ursulines No. 302.
28 jan—4f

A VENDRE.

Groceries dans bonne localité. Ad. 85 Bienville.

A VENDRE—Une épicerie et buvette pour cause de changement d'affaires. S'adresser à Jean Dauphine et Marigny. Sera vendue à l'encan samedi 4 février sinon vendue à l'amiable.
2 fév—

A VENDRE pour cause de mauvaise santé une pension et LOGEMENT BOIS avec barrière près du Marché Français. S'adresser No 161 rue Decatur.
29 jan—7f

A VENDRE—Beaux terrains pour bâtir, 60 sur 120 pieds, situés à Abita Springs, à trois heures de la Nouvelle-Orléans par chemin de fer. Bureau 122 rue Commune.
1er déc—

AVIS AUX CREANCIERS.

Louis Carrère vs ses créanciers.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 22,701. Division E. Avis est par le présent donné aux créanciers de Louis Carrère, syndic de la faillite et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons qui pourraient être alléguées par eux contre la demande du dit syndic, tendant à ce que le compte rendu et présenté par Louis Carrère, syndic des créanciers dans cette affaire soit homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

W. J. MCGEEHAN, Greffier.

28 jan—28, fév 2 5

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans.—Ordre de Cour—Qu'une session soit et est, par le présent, accordée par la Cour au bénéfice de la présente, acceptée par la Cour au bénéfice de Nouvelle-Orléans, et il est ordonné qu'une session des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le 7 février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que John B. Jumqua, notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

PAR LE CONSTABLE.

Wm Young vs Fred. Ernst et Frank Ernst.

PREMIÈRE COUR DE CITÉ de la Nouvelle Orléans—No 13,979—En vertu d'un writ de saisie et vente à moi adressé par l'Honorable T. R. Rozier, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, je procéderai à l'encherre publique, au coin des rues Gravier et Union, le MARDI, 7 février 1888, à midi, de la propriété ci-après décrite à savoir :

Un wagon à deux roues avec harnais, d'après l'avantaire déposé à mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus numérotée et inscrite.

Conditions—Comptant sur les lieux.

FENDELL HORN, Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.

27 jan—27—fév 2 7

Bureaux des percepteurs de taxes d'Etat, paroisse d'Orléans.

Nouvelle Orléans, 18 octobre 1887.

Avis aux acheteurs de propriété sous l'acte No 82 de 1884 et aux personnes dans les propriétés actuellement vendues à l'Etat pour taxes non payées de 1880 et les années subséquentes :

A-t-on qu'un grand nombre de personnes qui ont acquis des propriétés sous l'Acte No 82 de 1884, ayant assumé et promis de payer les taxes, frais, etc., dus sur les dites propriétés pour 1880 et les années subséquentes, et ne s'étant pas conformées aux conditions de leurs contrats, les propriétés ainsi achetées sont retournées à l'Etat pour les taxes non payées de 1880 et les années subséquentes, et comme le délai pour racheter expirera bientôt, avis est par le présent donné aux acquéreurs sous le dit Acte de 1884 ou à leurs ayants cause que la dite propriété a été vendue à l'Etat pour les taxes de 1880 et les années subséquentes qu'à moins que la dite propriété ne soit rachetée dans les trente jours qui suivront cette date, le droit de payer les dites taxes, etc., et de rachat de la propriété expirera et conformément aux instructions reçues de l'Auditeur des Comptes Publics, possession sera prise de toutes les dites propriétés et les loyers et les revenus seront collectés et versés dans la Trésorerie de l'Etat.

JAMES D. HOUSTON, Percepteur du tax d'Etat, District supérieur—No 77 rue Carondelet.

CHAS. CAVANAC, Percepteur de taxes d'Etat, District inférieur—No 203 rue Canal.

ETAT DE LA LOUISIANE, COUR CIVILE de District pour la Paroisse d'Orléans.—Ordre de Cour—Qu'une session soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice de la présente, acceptée par la Cour au bénéfice de Nouvelle-Orléans, et il est ordonné qu'une session des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le 7 février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que John B. Jumqua, notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Ordre de Cour—Qu'une session soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice de la présente, acceptée par la Cour au bénéfice de Nouvelle-Orléans, et il est ordonné qu'une session des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le 7 février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que John B. Jumqua, notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—J. B. Jumqua vs ses créanciers—No 20,554. Division B—Ordre de Cour—Qu'une session spéciale soit convoquée avec les tableaux annexés, qu'une cession des biens du pétitionnaire soit enregistrée avec les tableaux annexés, qu'une cession des biens du pétitionnaire soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le MERCREDI, 1er jour de février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et la propriété du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que Joseph Lombard, Jr., notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans—Ordre de Cour—Qu'une session soit et est par le présent accordée par la Cour au bénéfice de la présente, acceptée par la Cour au bénéfice de Nouvelle-Orléans, et il est ordonné qu'une session des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le 7 février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que John B. Jumqua, notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

ETAT DE LA LOUISIANE—Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—J. B. Jumqua vs ses créanciers—No 20,554. Division B—Ordre de Cour—Qu'une session spéciale soit convoquée avec les tableaux annexés, qu'une cession des biens du pétitionnaire soit enregistrée avec les tableaux annexés, qu'une cession des biens du pétitionnaire soit acceptée par la Cour au bénéfice de ses créanciers, et il est ordonné qu'une réunion des dits créanciers soit convoquée et tenue par devant le Juge Randolph Lafitte, en cette ville, le MERCREDI, 1er jour de février 1888, à 11 heures A. M. afin de délibérer sur les affaires du dit pétitionnaire, et d'élire un syndic, et que dans l'intervalle toutes poursuites judiciaires contre la personne et les biens du dit pétitionnaire soient suspendues, sauf à être continuées ainsi que de droit, et que John B. Jumqua, notaire, soit nommé pour représenter les créanciers absents.

Nouvelle-Orléans, 27 décembre 1887.

A. L. TISSOT, Juge de la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans—Division A, siégeant dans l'édifice de l'Hôtel de Ville, Nouvelle-Orléans, Juge de la dite Cour, division B, maintenant absent en congé.

Pour copie conforme :

JAS. D. RANKIN, Député-Greffier.

30déc—3f au 1er fév

ETAT DE LA LOUISIANE—COUR CIVILE